

LES VA-T-EN GUERRE...

«Un autre point se dégage de la décision désormais fameuse du 8 juillet, "c'est la soumission désormais reconnue des mandataires aux volontés des mandants".

Élus par les travailleurs signataires du programme de Lyon, les conseillers municipaux socialistes sont désormais nettement disposés à accepter les vœux des électeurs qu'ils représentent. Ils se considèrent moins comme les chefs du mouvement social que comme ses plus fidèles serviteurs, et nul d'entre eux ne résisterait à ce qui paraît être l'expression de la volonté ouvrière».

Fernand Pelloutier, 17 juillet 1892.

Chaque conflit armé voit resurgir une espèce d'hommes particulièrement exécrables: les va-t-en guerre (avec la peau des autres!). Il faut néanmoins reconnaître que leur existence est confortée par l'attitude de ceux qui n'osent ou ne veulent sortir de «l'union sacrée» et qui, de ce fait, qu'ils le veuillent ou non, hurlent avec les loups!

Déjà, en 1940, j'avais eu l'occasion d'observer le comportement singulier de ces héros à la petite semaine. Comportement d'autant plus singulier qu'un certain nombre d'entre eux, la défaite venue, pactisèrent avec l'ennemi d'hier et, parfois, n'hésitèrent pas à mettre leur plume et leur talent au service de son idéologie.

Il faut reconnaître, qu'à la Libération, ces «collaborateurs» payèrent cher, parfois même trop cher, leur veulerie et leur aveuglement politique.

Pour autant, cela ne les qualifie pas pour de nouveau jouer les censeurs et de nouveau se laisser aller à leur penchant, à la délation.

La guerre du pétrole est provisoirement terminée et il semblerait que, du côté de l'impérialisme américain et des «coalisés», on souhaiterait aujourd'hui - toujours au nom du «droit» - remplacer Saddam Hussein par un ayatollah!... Khomeiny à la place du chah!

On notera avec intérêt la prise de position de nos camarades de l'AFL-CIO qui, en pleine guerre du Golfe, n'hésitèrent pas à poser le problème de l'indemnisation des chômeurs en des termes qu'on aimerait voir repris dans notre pays où on en est de plus en plus, non à l'indemnisation par l'assurance chômage, mais au misérable artifice du «traitement social du chômage».

Il est vrai que, dans le même temps, Barbarant, le distingué secrétaire du S.N.I., quant à lui déclarait: «Nos adhérents doivent bien comprendre qu'en ces temps de guerre il nous est extrêmement difficile de demander un effort financier au gouvernement».

Il faut dire que pour les domestiques du pouvoir que sont devenues la F.E.N. et la C.F.D.T., l'adhésion à la politique de la rigueur, c'est-à-dire à une sorte «d'économie de guerre», est bien antérieure au déclenchement des opérations militaires dans le golfe persique.

Elle remonte à juin 1982, date à laquelle le pouvoir «socialiste» d'Union de la gauche est apparu sous son véritable jour: celui de la plus infâme réaction!

Dans ces conditions, on ne peut que se féliciter de la réponse, sans ambiguïté, de notre dernière Commission exécutive confédérale aux propositions «d'union» du congrès de la F.E.N., même si notre «communiqué» a pu irriter certains camarades empêtrés dans leurs «solidarités européennes» relayées, il est vrai, par l'Élysée.

Et qu'on me comprenne bien: pour l'avoir naguère fréquenté, je ne me fais aucune illusion sur le personnage de Yannick Simbron - Simbron est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose, mais ceux qu'il sert, sont, eux, les dirigeants de l'État, autant dire que leurs intentions, même exprimées par un domestique, doivent être sérieusement examinées et... fermement combattues!

Ainsi quand Simbron déclare que, à ses yeux, n'a de «*légitimité*» que le syndicalisme «*pour qui la défense corporatiste (sic) d'une profession s'inscrit dans un projet global et dans une vision solidaire et progressiste de la société*», mieux vaut ne pas demeurer silencieux!

Quand il affirme: «*Il faut bien que la société dont nous voulons rêver et que nous voulons construire se fonde sur des valeurs*», il faut nous interroger: quelles valeurs? *Travail, Famille, Patrie*?

Quand Yannick Simbron déclare que «*la politique syndicale française est terriblement influencée par la culture du "Non"*», et dénonce le fait que les syndicalistes «*semblent empêtrés dans leurs contraintes institutionnelles*», aucune considération de «*real politik*» ne saurait nous interdire de dénoncer dans cette déclaration une remise en cause ouverte des positions définies par nos instances statutaires et la nécessité du respect du mandat affirmée par notre dernier congrès confédéral, principe auquel nous entendons bien demeurer attachés parce que, à nos yeux, il fonde la démocratie.

Il ne faudrait pas confondre la démocratie de délégation avec la pratique bonapartiste des «*pleins pouvoirs*», même fondés sur «*l'appel au peuple*».

Aucun système démocratique n'est concevable sans respect du mandat et sans les moyens pour les mandants de contrôler leurs mandataires. Je ne suis pas sûr que cette conception de la démocratie soit nécessairement partagée par les bureaucraties de l'ouest et de l'est de l'Europe.

Mais devons-nous nous inspirer de leur exemple ou, pis encore, nous résigner à devenir leurs suppléants?

Telles sont, entre autres, les questions dont nos instances, et notamment notre prochain congrès confédéral, devront nécessairement débattre.

Personne ne détenant la vérité révélée, pour la clarté et le sérénité de nos débats, mieux vaudrait préparer sérieusement et collectivement, la tenue de nos prochaines assises.

Alexandre HÉBERT,
le 25 mars.

L'A.F.L.-C.I.O. et la guerre dans le golfe Persique

Au moment où toute la presse nous déclare que le «peuple américain» est tout entier derrière son gouvernement, il est bon de souligner la prise de position de nos camarades de l'A.F.L.-C.I.O. qui, d'une certaine manière, rejoint celle de la C.G.T.-F.O. dans son refus de la politique d'austérité. On remarquera également la similitude des problèmes posés dans les domaines du chômage et de la protection sociale, et on remarquera notamment que nos camarades américains opposent «*l'assurance chômage*» au «*traitement social du chômage*».

«Peal Harbour (États-Unis), 19 février 1991 (AFP).

L'A.F.L.-C.I.O. demande un programme d'emplois pour les chômeurs américains.

La Confédération syndicale américaine, l'A.F.L.-C.I.O., a demandé lundi la mise en place d'un programme en faveur des chômeurs américains pour combattre la récession, lors d'une réunion annuelle à Pearl Harbour (Floride).

Les leaders du syndicat ont souhaité que les 7,7 millions de chômeurs soient employés à la reconstruction ou l'aménagement du réseau routier et à la rénovation de logements.

Ils ont estimé que le gouvernement et le Congrès devaient dépenser autant d'argent pour lutter contre la récession que dans la guerre contre l'Irak. "Nous avons été capables de mobiliser les ressources de notre pays pour (l'opération) «Tempête du désert» ainsi que pour le sauvetage des caisses d'épargne, mais nous ne l'avons pas fait pour nos chômeurs", a déclaré le président de la Fédération américaine des fonction-

naires, John Sturdivant. Dans son programme de lutte contre la récession, le syndicat demande également au Congrès le réexamen du système d'assurance chômage qui verse des prestations à moins du tiers des sans-emploi américains».
